



© G. Lordet / HI. La conférence internationale de Dublin le 18 novembre 2022.

Communiqué de presse

Succès : 80 États approuvent l'accord international contre les bombardements sur les villes

Genève, le 22 novembre 2022. **80 États, dont la Suisse, ont adopté vendredi dernier à Dublin l'accord international visant à mieux protéger les civils contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Pour Handicap International (HI) c'est une reconnaissance du lourd tribut des bombardements payés par les civils. Les États doivent commencer à travailler immédiatement à la mise en œuvre effective de leurs engagements.**

Interviews sur demande de nos collègues présents à Dublin (français, allemand, anglais).

Un changement historique

L'accord engage les États à imposer des limites à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées afin de prévenir les dommages sur les civils. Il engage également les États à aider les victimes et à faire face aux conséquences à long terme des dommages et de la destruction des infrastructures civiles.

« Le fait que ce nouvel accord international sur les bombardements urbains soit adopté par 80 États - y compris des États ayant une présence militaire importante dans le monde, comme les États-Unis - est porteur d'espoir pour l'avenir. C'est une reconnaissance du lourd tribut que les bombardements et les tirs d'obus continuent de faire aux civils. Les États doivent commencer à travailler immédiatement à la mise en œuvre effective de leurs engagements. Plus de 290'000 civils ont été tués ou blessés par les bombardements de villes et autres zones peuplées au cours des 12 dernières années. Les zones peuplées ont été systématiquement et largement bombardées et pilonnées en Ukraine, en Syrie, au Yémen, en Palestine, en Éthiopie, etc. Cela doit cesser », explique Anne Héry, directrice du plaidoyer chez HI.

80 États approuvent l'accord

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Danemark, Equateur, El Salvador, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guyane, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kenya, Kiribati, Koweït, Laos, République centrafricaine, République dominicaine, République tchèque, Lichtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Moldavie, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palau, Palestine, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, Roumanie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Marin, Sénégal, Serbie,

Sierra Leone, Saint-Kitts-et-Nevis, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Espagne, Suède, **Suisse**, Togo, Turquie, Royaume-Uni, Uruguay.

La poursuite du combat

Maintenant que l'accord est adopté, les États devront s'employer à le mettre en œuvre sans tarder, en élaborant des politiques au niveau national qui modifieront les pratiques sur le terrain.

Le combat de HI reste constant : protéger les civils dans les conflits armés. L'organisation et ses partenaires du Réseau International sur les Armes Explosives (INEW) suivront activement ce processus. Avec l'[Explosive Weapons Monitor](#) co-créé par HI en 2022, qui surveillera le bilan humanitaire de l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées et les politiques et pratiques militaires pour assurer une meilleure protection des civils contre les armes explosives. L'objectif est de faire en sorte que cet accord international apporte de réels changements pour les personnes touchées par la guerre et améliore le soutien aux victimes.

Interviews sur demande de nos collègues présents à Dublin (français, allemand, anglais).

A propos de HI

[HI](#) est une organisation de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.